

# Parler du radicalisme avec Ankara mais pas de l'adhésion à l'UE

UNION EUROPÉENNE Didier Reynders voudrait un « deal » avec la Turquie pour traquer les propagandistes radicaux

TALLINN  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

S'entendre avec la Turquie pour débuser et interdire les financements de lieux de culte et culturels jugés coupables de propagation « d'idées radicales » en Belgique. L'idée a été développée vendredi par le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders, en marge d'un conseil « informel » des ministres européens des Affaires étrangères, à Tallinn, la capitale de l'Estonie qui exerce la présidence semestrielle de l'UE.

Les ministres étaient réunis avec les pays candidats à l'adhésion, qui lanterneront aux portes de l'UE - Turquie et Balkans occidentaux. Il s'agissait d'évoquer, ensemble, les moyens de lutter contre le radicalisme islamiste violent et le terrorisme. « Ces régions sont touchées, comme nous », relève la cheffe de la diplomatie de l'UE Federica Mogherini. « C'est un défi commun », abonde le ministre estonien Sven Mikser. Une source diplomatique européenne souligne cependant que la « tendance » au radicalisme religieux « augmente » dans nombre de ces pays : Kosovo, Bosnie, Albanie, Turquie. Sur fond de misère socio-économique, d'horizon euro-

péen incertain et parfois sous l'influence de courants extrémistes venus de pays du Golfe...

La Belgique a déjà entrepris de lancer une « initiative », similaire à celle évoquée pour la Turquie, avec l'Arabie saoudite et le Qatar, d'ici la fin de l'année, en lien avec les travaux en cours de la commission d'enquête parlementaire sur les attentats à Bruxelles du 22 mars 2016. Mais il faudrait élargir la « discussion » avec certains pays candidats à l'UE, juge Didier Reynders, qui évoque la Bosnie et, surtout, la Turquie.

« Il faut avoir un dialogue avec la *Diyamet* », l'administration turque en charge du culte islamique, estime le ministre, pour faire la « transparence » sur ces « financements et influences extérieures » et s'entendre sur les conditions d'un contrôle. « Il s'agit de rendre toutes les convictions religieuses et philosophiques compatibles avec les valeurs européennes », notamment l'égalité hommes-femmes. Didier Reynders indique qu'il n'a pas enregistré de « réaction négative » du côté turc à cette proposition.

Mais le dialogue risque de buter sur la définition du « radicalisme ». Car, de-

puis la tentative de coup d'Etat de 2016, des pans entiers de la société turque sont assimilés aux courants gülenistes ou d'opposition et victimes d'une répression féroce, tandis que le président Erdogan consolide un pouvoir absolu. Les terroristes des uns ne sont pas forcément ceux des autres ! Et le gouvernement turc « pousse à la radicalisation religieuse », estime la source diplomatique.

Cette « dérive » fait évidemment « partie du débat actuel » sur la poursuite, ou non, des négociations d'adhésion à l'UE entamées en 2005 avec Ankara, reprend Reynders. La question de l'élargissement de l'Union n'était pas formellement à l'agenda des ministres à Tallinn - mais elle était présente dans tous les esprits. Et l'objet d'une avalanche de déclarations en sens divers. Si l'Allemagne et l'Autriche, en campagne électorale, plaident pour stopper les négociations, nombre d'autres ministres s'y opposent : cela « les encouragerait à s'en aller », estime par exemple le Lituanien Linas Linkevicius.

La question sera tranchée l'an prochain, prédit Sven Mikser, qui rappelle

que la Turquie est un allié majeur au sein de l'Otan. La Commission euro-

péenne devrait faire une proposition en vue d'une expression commune de l'UE à ce sujet au prochain conseil des Affaires générales, mi-octobre. Pour acter une véritable suspension des pourparlers, à la nécessaire unanimité ? Un arrêt ?

**« Il faut que le processus d'adhésion reste gelé. Si on peut le constater tous ensemble, c'est parfait »** DIDIER REYNDERS

Côté belge, Didier Reynders souligne que le processus est déjà « à l'arrêt. Il n'est pas question de faire comme si on allait le relancer tant qu'il n'y a pas d'évolution positive ». Mais « il ne faut pas couper les liens », souligne le ministre. Des discussions vont reprendre sur l'union douanière UE-Turquie. Et il y a un « intérêt majeur », dit-il, à maintenir des accords sur la migration, à échanger des informations sur les combattants étrangers dans les rangs de Daesh et sur le radicalisme. Mais « il faut que (le processus d'adhésion) reste gelé. Si on peut le constater tous ensemble, c'est parfait. » ■

PHILIPPE REGNIER